

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 24/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ARTERRIS**

Loudes  
11451 Castelnaudary

Références : 2023/376  
Code AIOT : 0006803932

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement ARTERRIS implanté rte de la plage 31150 Lespinasse. L'inspection a été annoncée le 21/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du silo s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle qui indique que ce silo doit être inspecté tous les 3 ans. De plus, la visite d'inspection a permis de décliner l'action nationale 2023 relative à la prévention des risques incendie dans les silos.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARTERRIS
- rte de la plage 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006803932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARTERRIS exploite à Lespinasse un ensemble de silos de stockage d'une capacité totale de 54 840 m<sup>3</sup>, deux séchoirs ainsi qu'un stockage d'engrais soumis à déclaration. Ce silo est considéré comme un silo à enjeux très important (SETI) du fait de la proximité de la voie ferrée Toulouse-Paris.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale 2023 relative à la prévention des risques incendies dans les silos

Le référentiel d'inspection est :

- Le Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2009 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables;
- l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	risques Incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2010, article 7.1.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/11/2010, article 6.6.4	/	Sans objet
10	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 17/11/2010, article 6.6.6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prévention du risque incendie est un thème globalement bien appréhendé sur le site de Lospinasse. L'exploitant réalise de façon sérieuse l'ensemble des contrôles des appareils de maintenance, des installations électriques et des moyens d'extinction.

L'inspection a relevé la présence de 2 sondes de températures à 2 niveaux par cellule au lieu de 4 sondes comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2010. Un projet de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet.

De plus, il semblerait que le poteau incendie de la SNCF, dont le site Arterris peut faire usage, semble difficilement accessible pour le SDIS. Il est demandé à l'exploitant de faire un point avec eux à ce sujet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Le chef de silo est responsable de la surveillance du site. A sa prise de poste, il reçoit une formation en interne notamment sur les risques liés aux silos, la conservation du grain... Ces formations sont à refaire tous les 10 ans. La société Arterris a une personne dédiée à la formation silo.  De plus, il reçoit une formation extérieure par exemple sur la manipulation des extincteurs.  Les saisonniers reçoivent également une formation en interne composée d'un e-learning à valider par un questionnaire, puis une formation sur le terrain avec le responsable du silo. Ils reçoivent également un livret d'accueil récapitulant les règles et conduites à tenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b> Chaque responsable silo dispose d'un recueil des bonnes pratiques en matière de collecte, de ventilation, de nettoyage...  De plus, il existe une consigne de sécurité pour l'exploitation des installations et intervention sur le matériel (consigne FIP GS 1105 du 5/08/2016). Cette consigne indique que le matériel doit être vérifié au moins une fois par an et que si une anomalie est détectée, le ou les circuits concernés doit être condamné et identifié en tant que tels. Il ne peut être réutilisé que lorsque l'anomalie est levée.  Il a été constaté lors de la visite que l'exploitant avait réalisé tous les tests de graissage, huilage... Ces maintenances ont été consignées et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection. L'exploitant indique que cette maintenance est réalisée tout au long de l'année. Ce point est également mentionné dans la consigne d'exploitation.  L'exploitant réalise également une maintenance des appareils de manutention une fois par an avant la collecte. Sur le site de Lespinasse, elle est prévue en mai 2023. Il a été contrôlé, lors de l'inspection, la consignation des tests et maintenance de 2022. Ceux-ci ont été réalisés le 19 mai 2022, aucune anomalie n'avait été détectée.  Toute anomalie est remontée au service maintenance pour intervention. Elle est également notée dans un tableau de suivi partagé entre le responsable métier du grain (responsable d'une zone avec plusieurs silos) et le service maintenance.  Lors de l'inspection, 2 tests ont été effectués : un bourrage a été simulé sur les transporteurs à chaînes TCE1 et TCE2. Cette simulation a déclenché une alarme visuelle sur la supervision et une alarme sonore en salle de supervision.  <i>Nota : l'asservissement à l'aspiration n'a pas pu être contrôlé pour cause de travaux sur celle-ci. De ce fait la simulation de bourrage s'est faite sans mettre en route les installations.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> Toute intervention sur le site donne lieu à un permis de travail. Un plan de prévention est réalisé dans les règles du Code du travail.  Si une intervention nécessite un travail par point chaud, le responsable silo réalise un permis feu valable une seule journée.  Une préparation et un nettoyage de la zone d'intervention est réalisée par le responsable silo avant les travaux. Le permis feu est réalisé en présence de l'entreprise extérieure sur le lieu de l'intervention. Le permis feu indique qu'il est interdit de réaliser des travaux par point chaud après 16h. L'exploitant réalise une surveillance pendant 2h après la fin des travaux.  Les permis feu émis pour le site de Lespinasse ont été contrôlés par sondage. Ces permis sont correctement remplis. Il a été constaté au moins 3 surveillances de la zone travaux entre 16h et 18h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> Les transporteurs sont capotés et sous aspiration hormis au niveau du ciel des cellules.  Le système de dépoussiérage est muni de détecteurs de pression afin de déterminer si une manche est percée ou colmatée.  Les transporteurs à bandes sont munis de déport de bandes et de systèmes de bourrage qui arrêtent l'installation. Le filtre est pourvu d'évent en cas d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le certificat d'origine de l'installation des bandes transporteuses du 21 février 2002.  Il indique que les bandes sont résistantes à la flamme NF EN 20340 et antistatique NF EN 20284.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant fait intervenir un bureau de contrôle extérieur une fois par an. Lors du contrôle, l'électricien du site est présent.  Il a été vu les 2 derniers rapports dont les vérifications ont été faites les 9 et 10 février 2022 et les 7 et 8 février 2023.  Le rapport de 2023 présente 2 non-conformités qui n'avaient pas été émises en 2022. Les Q18 de 2022 et 2023 concluent que les non-conformités n'entraînent pas de risques d'incendie ou d'explosion.  Les non-conformités relevées sont inscrites dans le tableau de suivi précédemment mentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Qualité des céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réception des céréales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.  [...]
<b>Constats :</b> Le responsable silo dispose dans son recueil des bonnes pratiques des normes d'acceptation d'humidité pour chaque type de céréales. En fonction du taux d'humidité, mesuré lors des échantillonnages, les céréales sont séchées sur le site ou sur un autre site du groupe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2010, article 6.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, .) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre. La capacité globale ne peut être inférieure à 120 m³ pour les installations relevant des rubriques 1331-H et 1331-IH.</li> <li>- Les réseaux d'eau ainsi que les réserves d'eau sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter, des bouches et poteaux incendie en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, à raison de 60 m³/h chacun ;</li> <li>- de moyens de pompage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>- des colonnes sèches conformes aux normes et réglementations en vigueur implantées dans la tour de manutention et les séchoirs ;</li> <li>- d'un Système d'alarme incendie relié au système de détection défini à l'Article 6.6.3. pour la zone de stockage engrais;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au danger afin de lutter contre un incendie de chouleur, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</li> <li>- Les poteaux incendie propriété de la SNCF, situés à proximité du site doivent pouvoir être utilisés par les services de secours. Une convention est signée entre la SNCF et ARTERRIS afin d'entériner cet accord.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble du silo. Par sondage, il a été constaté que ces extincteurs étaient correctement contrôlés tous les ans. Il existe également une colonne sèche et des réserves de sable.</p> <p>L'exploitant peut utiliser un poteau incendie appartenant à la SNCF situé à moins de 100 m des installations. L'exploitant a transmis par mail du 5 avril 2023 une lettre du 12 janvier 2009 de la SNCF attestant l'accord d'utilisation de ce poteau incendie.</p> <p>Un autre document transmis indique que ce poteau pourrait délivrer entre 100 et 280 m³/h. Or ce document n'est pas daté et n'indique pas qui a fait ce contrôle. Il est à noter que l'exploitant a sollicité la SNCF sur ce point le 21 mars 2023.</p> <p>Compte tenu de la date, il est demandé à l'exploitant d'obtenir un accord de la SNCF plus récent. De plus, ce poteau incendie étant localisé au milieu des voies où peuvent stationner des wagons de marchandises, <b>il est demandé à l'exploitant de solliciter l'avis du SDIS sur leur capacité à utiliser ce poteau en cas de besoin sur le site Arterris.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2010, article 7 .1.10																
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesure de prévention risques d'auto-échauffement																
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Type</th> <th>Nombre</th> <th>Report alarme</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Silo 1</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>4 sondes à 4 capteurs par cellule</td> <td>Oui, au poste de commande</td> </tr> <tr> <td>Silo 2</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>4 sondes à 4 capteurs par cellule</td> <td>Oui, au poste de commande</td> </tr> <tr> <td>Silo 3</td> <td>Sondes thermométriques fixes</td> <td>4 sondes à 4 capteurs par cellule</td> <td>Oui, au poste de commande</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de Secours.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes (étalonnages, maintenance préventive...).</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p> <p>Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p><b>Constats :</b> Toutes les cellules disposent de 2 sondes à 2 capteurs. La consigne est d'atteindre 5 °C en hiver. La consigne indique des paliers de température à atteindre selon la saison. Afin d'atteindre la consigne, l'exploitant ventile les cellules.</p> <p>Les relevés de températures sont quotidiennes durant la collecte comme en dehors des périodes de collecte. En cas d'anomalie ou de dépassement d'un seuil de température, une alarme visuelle s'affiche sur l'écran de contrôle.</p> <p>L'exploitant indique ne pas réaliser de maintenance préventive sur les sondes. Une intervention ou réparation est réalisée lorsqu'un capteur est cassé.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va se doter prochainement d'un système électronique, permettant d'optimiser les périodes de ventilation la nuit en fonction de la température extérieure. Ce système détectera également automatiquement une augmentation anormale de température dans les cellules pour prévenir l'auto-échauffement.</p> <p>La consigne de sécurité sur l'exploitation des installations et intervention sur le matériel, indique qu'en cas d'incident ou d'accident, le responsable silo doit prévenir le responsable risque du groupe qui en informera lui-même la DREAL en cas de besoin.</p>		Type	Nombre	Report alarme	Silo 1	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande	Silo 2	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande	Silo 3	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande
	Type	Nombre	Report alarme													
Silo 1	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande													
Silo 2	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande													
Silo 3	Sondes thermométriques fixes	4 sondes à 4 capteurs par cellule	Oui, au poste de commande													
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois																

**N° 10 : Gestion des situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2010, article 6.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.</p> <p>Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan des installations avec indication :</li><li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li><li>- les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29 mars 2004 :</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie;</li><li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li><li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre;</li><li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Une procédure groupe présente les grands thèmes de la gestion des sinistres tels que les mesures de protection, les différents moyens de lutte contre l'incendie... Néanmoins, elle est trop général et n'est pas, pour un grand nombre d'exemples, applicable au site de Lespinasse.</p> <p>Il existe une procédure intitulée « procédure d'intervention interne en cas de point chaud ou d'incendie dans une cellule.</p> <p>Cette procédure indique les consignes de sécurité en cas d'auto-inflammation. Or, lors des échanges, le responsable silo a précisé une liste d'actions à mener qui n'apparaît pas dans cette procédure ou qui ne fait pas référence à une liste de contrôle annexe. De plus, cette procédure mériterait de faire apparaître les personnes à prévenir en cas d'accident ou d'incident.</p> <p>Elle n'est pas non plus précise sur les critères d'appel du SDIS. <b>Cette procédure est à revoir.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet